

Quelle est la situation dans l'industrie ?

Nous assistons à une accélération de la désindustrialisation. Les suppressions d'emplois se chiffrent par dizaines de milliers, plus de 100 000 en 2012. Depuis 2009, plus de 1 000 sites industriels ont fermé. Comme dans l'ensemble du secteur privé, les droits ouvriers sont de plus en plus contestés par les employeurs. Les infractions aux conventions collectives et au code du travail, les abus se multiplient. Les gains de productivité exigés dans les entreprises font basculer des milliers et milliers de salariés dans la précarité, les bas salaires avec lesquels nul ne peut vivre. Les conditions de travail deviennent si insupportables que certains salariés vont jusqu'à mettre fin à leurs jours.

Depuis le tournant de la rigueur en 1982/83, déjà exigé par Bruxelles, tous les gouvernements appliquent la même politique. Exonérations fiscales et sociales des employeurs au nom de la compétitivité, dérégulation et dérèglementation au nom de l'attractivité du pays aux investisseurs. Les résultats sont dramatiques : explosion du chômage à près de 5 millions, de la précarité avec plus de 3,4 millions en 2010, généralisation des bas salaires avec 16 % des salariés en-dessous de 1100 net par mois à cette date, les réductions systématiques d'effectifs, ainsi pour la première fois le nombre de salariés en CDI a baissé de 700 000 entre début 2008 et fin 2011.

Quelles perspectives ?

Il y a urgence ! La vague actuelle de fermetures d'usines et de destruction d'emplois doit être stoppée. La question de la nationalisation des banques et des secteurs-clés de l'industrie, l'économie pour les soustraire à la main mise des multinationales et des marchés financiers appelés « investisseurs » vient immédiatement à l'esprit. Cela relève de la responsabilité gouvernementale. En France, en chassant Sarkozy, par millions les hommes et les femmes ont voulu porter un coup d'arrêt à la toute puissance des marchés financiers. Mais F Hollande, après s'être incliné devant les décisions de Mittal, a déclaré devant les syndicalistes de la société de raffinage Pétroplus « *l'Etat fera son devoir, l'Etat ne sera pas le repreneur* » indiquant nettement le refus du gouvernement de s'engager dans cette voie. Depuis, le gouvernement a même envoyé les CRS contre les travailleurs de Goodyear manifestant pour leur emploi. Ce faisant le gouvernement Hollande-Ayrault s'isole chaque jour un peu plus. Pourrait-il s'opposer à un ultimatum lancé dans l'unité des organisations de la classe ouvrière exigeant de casser toute décision patronale de fermer une usine et de garantir immédiatement la poursuite de l'activité de toutes les entreprises menacées et de s'engager dans la voie de la nationalisation des secteurs clés de l'industrie et des banques ? Une telle initiative serait soutenue activement par des centaines de milliers de travailleurs. N'est-ce pas la question qui est posée à tout le mouvement ouvrier ? Discutons en !

Dans cette situation, que penses-tu de l'accord Renault signé le 6 mars ?

Revenons aux fondamentaux. Le syndicalisme historiquement s'est développé pour obtenir des garanties protégeant les travailleurs de leur mise en concurrence systématique par le système capitaliste. Cela est toujours vrai. Aujourd'hui, les grands groupes industriels, pour assurer la sauvegarde de leurs gigantesques profits, mettent en concurrence, avec le chantage aux délocalisations, les pays entre eux, les travailleurs de ces pays entre eux et dans chaque entreprise, par l'individualisation, les travailleurs entre eux. Alors un accord améliorant la compétitivité chez un constructeur ne peut que renforcer cette mise en concurrence. Dans l'accord, il y a l'engagement de la direction de Renault à porter le volume de production dans les usines en France à 710 000 véhicules soit 180 000 de plus d'aujourd'hui. C'est l'argument essentiel des signataires. A supposer que la direction respecte ses engagements, ce qui est loin d'être garanti, cela signifie une progression des ventes de ce groupe. Mais la baisse de la masse solvable (donc du pouvoir d'achat) dans tous les pays et l'incontestable récession en cours sont à l'origine de la baisse des ventes tous constructeurs confondus. Alors l'amélioration des ventes de ce groupe se fera au détriment des autres. Merci pour les salariés de PSA et des autres constructeurs. S'engager dans cette voie d'accord d'entreprise pour la compétitivité est une impasse. La compétitivité n'est pas une revendication syndicale. Notons qu'au passage, le groupe Renault confirme la suppression de 8 260 emplois et obtient le blocage des salaires pour 2013, un allongement du temps de travail, le tout pour atteindre 400 millions d'euros d'économie à la grande satisfaction des actionnaires

ⁱ Et ce d'autant que la direction a refusé la proposition d'un syndicat d'intégrer dans l'accord une clause de « réversibilité » rendant le texte nul et non avenant en cas de non respect de ces volumes. Ajoutons que la « loyauté » de M Carlos Ghosn, pdg, en ce domaine n'est plus à démontrer lui qui a assuré que la charge de l'usine de Flins était assurée par les modèles électriques, engagement démenti quelques mois plus tard.